



## ***Les sacrifices pour le monde du travail, ça suffit !***

Les pistes de budget présentées le 15 juillet par le premier Ministre ont été immédiatement et unanimement condamnées par toutes les organisations.

En effet, les différentes mesures budgétaires avancées sont d'une brutalité sans précédent. Le Gouvernement a choisi encore une fois de faire payer les salarié·e·s du privé comme du public, les précaires, les retraité·es, les malades : la suppression de deux jours fériés, des coupes dans les services publics, la remise en cause du droit du travail, une énième réforme de l'assurance chômage, le gel des prestations sociales et celui des salaires des fonctionnaires comme des contractuel·les, la désindexation des pensions de retraites, le doublement des franchises médicales, la remise en cause de la 5e semaine de congés payés... Autant de mesures aussi brutales que profondément injustes. Ce qui creuse la dette, ce sont aussi les baisses d'impôts pour les riches et les 211 Mds d'aides publiques captées par les plus grandes entreprises !

Ensemble, nous alertons solennellement sur ce contexte et la situation de notre pays. Depuis le passage en force, in extremis, du Président de la République sur la réforme des retraites notre pays s'enfonce dans une profonde crise sociale et démocratique.

Plutôt que de modifier son projet de budget afin de répondre aux besoins de la Nation, le premier Ministre a décidé d'engager sa confiance le 8 septembre. Contraint à la démission et aussitôt remplacé, il n'y aura pas de rupture dans les orientations budgétaires.

Pour nos organisations, la construction d'un tout autre budget porteur d'espoir, de justice sociale et de justice fiscale est impérative. Nous avons de nombreuses propositions.

Pour les douaniers, la casse des missions, l'assèchement des effectifs, la diminution des moyens et les injustices sont tout aussi flagrantes :

- refus du DG d'ouvrir des négociations salariales pour toutes et tous ;
- perte du sens au travail et manque de reconnaissance à tous les étages ;
- aucune proposition convenable à ce jour pour la mise en place de la prime de chef d'équipe pourtant promise ;
- aucun dispositif proposé pour remplacer les répartitions contentieuses ;
- sous-effectifs, mettant en péril le fonctionnement des bureaux et des brigades ;
- abandon des missions de lutte contre la fraude ;
- baisse des moyens ;
- opacité sur les projets douane 2030 et leur impact sur les services.

**Toutes les organisations syndicales appellent à une journée de mobilisation sur l'ensemble du territoire, le 18 septembre 2025, y compris par la grève et la manifestation. Toutes les formes d'action peuvent être envisagées, notamment pour les collègues de la Surveillance injustement privés de leur droit de grève, nous les invitons à montrer à cette occasion le rôle indispensable de la douane pour l'économie de notre pays.**

**Il faut transformer notre colère en victoires !**